

Le Yémen au bord d'une famine qui n'a rien de naturel

La communauté internationale doit agir dans les plus brefs délais pour éviter la famine au Yémen. Deux années de conflit violent ont en effet conduit à ce que l'ONU qualifie de plus grave crise humanitaire au monde, la famine menaçant près de 7 millions de personnes.



Une femme fait du thé dans un camp de déplacés, dans le gouvernorat de Taiz. Des millions de personnes n'ont souvent rien d'autre à manger que du thé et du pain. Photo : Oxfam Yémen / Hind Aleryani

Contexte

Le Yémen est déchiré par une guerre complexe et sanglante qui s'est intensifiée en mars 2015. Le conflit oppose notamment le gouvernement du Yémen, appuyé par une coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite, et les Houthis, alliés aux partisans de l'ex-président du Yémen.

Au cours des 24 derniers mois, les raids aériens et les combats ont fait plus de 7 600 morts, soit 70 par jour en moyenne¹. Le monde connaît la plus importante crise humanitaire depuis la création de l'Organisation des Nations unies, en 1945 : plus de 20 millions de personnes sont confrontées à la faim et à la famine au Soudan du Sud, au Nigeria, en Somalie et au Yémen.

Un pays sciemment poussé à la famine

Déjà avant le conflit, le Yémen était considéré comme le pays le plus pauvre de la région. Deux années de guerre l'ont enfoncé davantage dans l'endettement et la pauvreté. La guerre a jeté sur les routes plus de 3 millions de personnes², et les décisions politiques et militaires prises par les différentes parties au conflit ont mené 6,8 millions de personnes au bord de la famine³.

Les infrastructures de transport telles que les ports, les routes et les ponts, de même que les entrepôts, les exploitations agricoles et les marchés, ont été fréquemment détruites par la coalition de l'Arabie saoudite, ce qui a eu pour effet d'épuiser les réserves alimentaires du pays. De son côté, l'autorité de fait mise en place par les Houthis retarde la distribution d'aide d'urgence et arrête parfois des humanitaires. Cela, ajouté à une économie au point mort, a engendré un abîme de dénuement et un réel risque de famine.

Nombreuses sont les institutions qui ont déjà mis en garde contre cette possibilité. Dès mars 2016, Oxfam affirmait que le conflit fait glisser des millions de Yéménites dans la famine⁴. En juin, 9 gouvernorats du pays sur 22⁵ étaient dits au bord de la famine⁶. En octobre, le directeur du Programme alimentaire mondial au Yémen, Torben Due, a averti qu'« une génération entière pourrait être compromise par la faim » si toutes les personnes dans le besoin ne reçoivent pas l'aide requise⁷. De plus, en novembre, le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET) a estimé possible que des populations se trouvent en situation de famine entre novembre 2016 et mai 2017⁸.

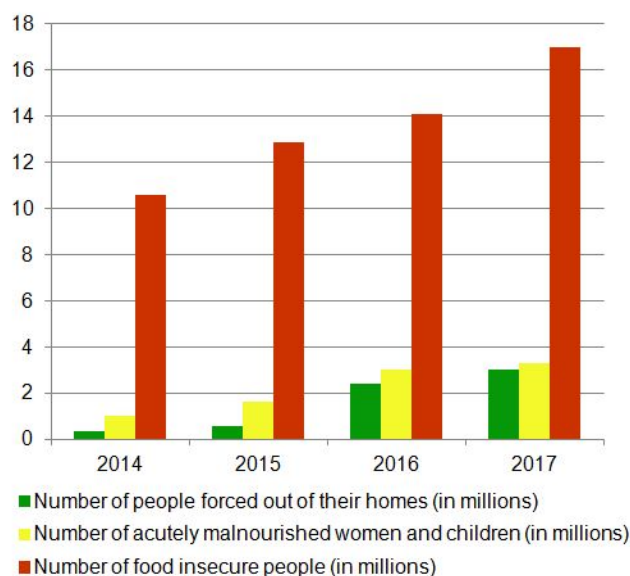
Malgré cela, les négociations de paix ont tourné court en août 2016 et n'ont pas encore pu être relancées. Les combats se sont intensifiés et, rien qu'au cours des neuf derniers mois, 3 millions de personnes supplémentaires ont basculé dans l'insécurité alimentaire.

Si les parties au conflit, et ceux qui l'alimentent avec des ventes d'armes, continuent d'ignorer la crise alimentaire qui frappe le Yémen, ils auront sciemment causé une famine.

Une population à bout

Entre juin 2015 et juin 2016, le nombre de personnes souffrant de la faim au Yémen (dites en situation d'insécurité alimentaire)⁹ a augmenté de plus de 30 %¹⁰. On estime désormais que 17 millions de personnes, soit 60 % de la population, n'ont pas un accès fiable à une alimentation de qualité et en quantité suffisantes. Dans sept gouvernorats, 6,8 millions de personnes sont au bord de la famine, c'est-à-dire en situation de grave insécurité alimentaire, et ne savent pas de quoi sera fait leur prochain repas. Cela représente une augmentation de 60 % depuis 2014¹¹.

Dans ces circonstances, beaucoup ne peuvent se nourrir que de pain et de thé.



La spirale du déclin

Il est ressorti d'une enquête menée par Oxfam auprès de 2 000 familles déplacées dans le gouvernorat de Hajjah, en novembre et décembre 2016, que 85 % des personnes interrogées souffraient de la faim. Ces familles chassées de chez elles par le conflit ont perdu tout ce qu'elles possédaient.

Beaucoup n'ont plus d'autre solution que de réduire les portions ou de donner le peu qu'ils ont à manger en priorité aux enfants. Ils sautent des repas et finissent par acheter de la nourriture de moindre qualité, souvent à crédit.

Toutes les personnes interrogées ont déclaré manger de la viande, du poisson ou des fruits moins d'une fois par semaine, tandis que certaines ne disposent d'absolument aucune source de nourriture.

Rabii, 51 ans, a dû se réfugier avec sa femme et leurs onze enfants dans le gouvernorat de Hajjah. Ils ont perdu leur maison et tout ce qu'ils possédaient.

« Depuis deux ans, je vis dans une hutte qui ne nous protège pas du froid l'hiver, ni de la pluie l'été. Mais nous n'avons pas eu d'autre choix, car mon village était la cible de bombardements. Nous sommes partis pour sauver les enfants », raconte-t-il.

Sans source de revenu, il ne peut pas acheter de nourriture ni de médicaments pour les enfants. Pas même du pain.

« Au début, j'avais un peu d'argent que j'avais tiré de la vente de quelques moutons. Mais depuis les six derniers mois, je n'en ai plus du tout. Parfois, dans les fermes où je travaille, on me donne de la farine, mais cela ne suffit pas pour ma grande famille », ajoute Rabii.

Faute de pouvoir s'alimenter correctement, les Yéménites sont de plus en plus confrontés à la malnutrition. Environ 3,3 millions d'enfants, de femmes enceintes et de mères allaitantes souffrent de malnutrition aiguë, dont 462 000 enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition aiguë sévère. Selon l'Unicef, cela représente une augmentation de 57 % par rapport à la fin 2015 et de 200 % depuis 2014¹².

À la suite du manque d'eau et d'assainissement et de l'affaiblissement des systèmes immunitaires, une épidémie de choléra a éclaté en octobre 2016. Six mois après, on dénombre plus de 22 000 cas présumés dans 15 gouvernorats et au moins 100 décès jusqu'à présent¹³. Les femmes enceintes et les mères allaitantes, les nouveau-nés et les jeunes enfants restent les plus vulnérables¹⁴ et l'Unicef a estimé qu'en 2016, 63 000 enfants sont décédés de causes évitables liées à la malnutrition¹⁵.

Le développement du choléra est un signe inquiétant dans un pays où le système de santé est paralysé et déjà à genoux. Plus de 14,8 millions de personnes n'ont pas accès aux services de santé de base, dont 8,8 millions qui vivent dans des zones particulièrement démunies¹⁶.

Foziah, 36 ans, a fui Taiz pour se réfugier à Amran avec son mari, qui souffre d'épilepsie.

« Nous n'avons jamais eu une vie facile, même avant le conflit. Mais mon mari avait un travail de mécanicien. Maintenant qu'il est malade, je dois m'occuper de lui en plus des enfants, du ménage et de la cuisine. Je ne peux pas travailler à l'extérieur. L'argent est un problème pour moi, nous ne pouvons même pas acheter ses médicaments », explique-t-elle.

La fermeture de l'aéroport de Sana'a aux vols commerciaux, en août 2016, a supprimé toute possibilité pour les Yéménites de se faire soigner à l'étranger. C'est une véritable condamnation à mort pour des personnes qui n'ont aucun moyen d'échapper à la guerre.

Le conflit se prolongeant, la vie atteint ses limites. Près de 70 % de la population, soit 18,8 millions de personnes, aurait désormais besoin d'une aide humanitaire. Cela

représente une augmentation de près de 20 % par rapport à la fin 2014. Pour 10,3 millions d'entre elles, ce besoin est extrêmement pressant¹⁷.

Un approvisionnement alimentaire ciblé par les attaques

Avant le début du conflit, près de 90 % de l'alimentation yéménite devait être importée.

Mais les parties belligérantes ont considérablement perturbé ce flux. Le pays a d'abord été soumis à un blocus empêchant l'entrée de denrées alimentaires dans le pays. Bien que ce blocus ait été assoupli, de nouvelles restrictions à la navigation et la destruction de nombreuses installations portuaires, comme les grues du port d'Al-Hudaydah en août 2015, sanctionnent l'ensemble de la population yéménite. En octobre 2016, les importations ne permettaient de couvrir que 40 % des besoins alimentaires du pays.

En outre, les banques internationales sont de plus en plus réticentes à accorder des crédits aux négociants yéménites cherchant à importer des biens de première nécessité. Il arrive couramment que des banques internationales ferment les comptes internationaux de particuliers et d'entreprises du secteur privé yéménites, les jugeant trop risqués car servant à transférer des fonds vers le Yémen.

Les principaux négociants du Yémen ont en conséquence annoncé, en décembre dernier, qu'ils arrêtaient les importations de blé¹⁸. Selon les estimations actuelles, les réserves de blé du pays ne tiendront plus que jusqu'à la fin avril.

Le mois dernier, les combats se sont intensifiés sur la côte ouest du Yémen, notamment autour des ports d'Al-Hudaydah et de Mocha, ce qui risque d'entraver davantage l'accès à un approvisionnement vital. En février, les grues de remplacement pour le port d'Al-Hudaydah n'ont pas pu être déchargées et ont été renvoyées aux Émirats arabes unis, retardant encore le retour du port à un fonctionnement à pleine capacité.

Des navires transportant du blé et d'autres matières premières, sont donc redirigés vers le port d'Aden, et ceux qui transportent du fuel vers Hadhramaut. Le port d'Al-Hudaydah traite normalement 70 % des importations alimentaires du Yémen, ainsi que l'aide humanitaire.

Le déroutement des marchandises et leur acheminement par voie de terre augmenteront considérablement les coûts et retarderont encore la livraison de biens dont la population a cruellement besoin dans le nord du pays. Des opérateurs rapportent que le transport d'un conteneur d'Aden à Sana'a coûte désormais autant que transporter le même conteneur de Hong-Kong à Aden.

Par ailleurs, les combats maintiennent en état de siège des zones comme la ville de Taiz, et les rares marchandises qui y entrent sont loin de répondre aux besoins d'une population affamée. Au total, 2,4 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire dans le gouvernorat de Taiz. Cela représente 75 % de la population du gouvernorat et il s'agit du nombre le plus élevé dans le pays¹⁹.

Comme des milliers d'autres personnes, Khawla, 7 ans, a été déplacée il y a un an en raison des combats dans le gouvernorat de Taiz. Avec sa famille, elle vit à présent dans une école publique servant de refuge.

« Nous cuisinons au gaz, mais les prix sont trop élevés maintenant et nous ne pouvons plus nous permettre d'en acheter. Alors à la place, j'aide ma mère à ramasser du bois. Nous craignons que notre père ne rejoigne les groupes armés pour subvenir à nos besoins ! », raconte-t-elle.

Il arrive en outre que des entraves administratives, telles que les formalités de dédouanement et les demandes de transport, retardent l'acheminement de l'aide humanitaire, voire même empêchent carrément la livraison.

L'agriculture et la production alimentaire, dont vit 60 % de la population, ont cependant été ravagées par le conflit.

Selon le ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation, plus d'un milliard d'exploitations agricoles produisant des céréales, des fruits et des légumes ont été bombardées entre mars 2015 et octobre 2016²⁰.

Plus de 1,5 million de ménages travaillant dans le secteur agricole manquent également d'intrants agricoles essentiels, tels que semences, engrais et carburant pour irriguer²¹.

Conséquence directe de la guerre, la production céréalière a diminué de 37 % depuis 2015²², ce qui a aggravé la situation alimentaire de millions de personnes. Si la communauté internationale ne passe pas à la vitesse supérieure, les gens risquent de ne pas survivre à la situation beaucoup plus longtemps.

Une économie décimée

Même lorsque les denrées alimentaires parviennent aux magasins et sur les étals des marchés, trop de Yéménites n'ont pas les moyens d'acheter de quoi survivre. Les prix ont nettement augmenté tandis que les sources de revenus des Yéménites se sont réduites comme peau de chagrin avec l'effondrement de l'économie.

Les prix des denrées alimentaires sont en moyenne 22 % plus élevés²³ qu'avant l'escalade du conflit, il y a deux ans. Dans l'ensemble, le coût de la vie a augmenté de 40 %²⁴.

Plus de 1,2 million de fonctionnaires d'État ont à peine été payés depuis septembre 2016. Au total, ce sont environ 7 millions de personnes qui ont perdu leur source de revenu²⁵. La majorité des employés sur secteur privé ont également été licenciés.

Yahya, 45 ans, est un militaire à la retraite qui travaillait comme ouvrier agricole dans des fermes du nord du pays. Quand les prix des denrées alimentaires ont augmenté, sa pension est devenue insuffisante pour nourrir ses 12 enfants.

« Cela fait maintenant trois mois que je n'ai pas touché ma pension. Quand je travaille, je ne gagne pas plus de 1 500 riyals par jour (6 dollars) et cela n'arrive que quelques jours pendant la saison des pluies. Par contre, rien que de la farine pour dix jours coûte 6 500 riyals (26 dollars), et je dois encore acheter de l'huile, du sucre et d'autres choses pour nourrir ma famille », explique-t-il.

« Mon fils cadet est malade, il est affaibli. À l'hôpital, ils m'ont dit qu'il souffre de malnutrition. Son état est instable et il doit manger une nourriture saine pour se rétablir. J'ai peur que mon petit ne meure. Si cela devait arriver, je me le reprocherais, car je n'aurais pas pu lui acheter assez à manger. Avant de recevoir de l'aide humanitaire, j'envisageais de vendre un rein », confie Yahya.

La Banque centrale du Yémen a été au centre de manœuvres politiques entre les parties belligérantes et est désormais divisée en deux succursales, l'une à Sana'a et l'autre à Aden. Dans la capitale, ses réserves de riyals yéménites sont quasiment épuisées. Les institutions se trouvent donc dans l'incapacité de payer leur personnel.

Ansa, 50 ans, vit avec sa famille dans le gouvernorat de Lahj, dans le sud du pays. Divorcée, elle subvient seule aux besoins de ses enfants et petits-parents. Sa pension de l'État n'est plus versée, alors que le prix des denrées alimentaires ne cesse d'augmenter.

« Nous souffrons de la faim depuis le début, mais maintenant, nous ne pouvons même pas acheter autant de nourriture qu'avant. Alors nous mangeons moins et moins souvent », témoigne-t-elle.

Malgré une nouvelle injection de riyals par la nouvelle Banque centrale d'Aden, des doutes demeurent quant à la volonté du gouvernement yéménite de payer les fonctionnaires dans le nord du pays.

L'Évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition en situations d'urgence (EFSNA) a établi que plus de 80 % des Yéménites sont désormais endettés et plus de 50 % des ménages achètent de la nourriture à crédit²⁶.

Des familles ont également dû vendre leur bétail pour s'acheter à manger, et beaucoup dépendent de la générosité des communautés pour survivre.

Dans le gouvernorat de Hajjah, toutes les personnes déplacées auxquelles Oxfam a parlé se trouvaient en situation de grave insécurité alimentaire. Cela s'explique par le fait que, soit elles ont tout perdu pendant la guerre, soit elles ont été contraintes de vendre tous leurs biens pour survivre et il ne leur reste plus rien. Plus d'un tiers (35,5 %) des personnes déplacées n'ont absolument aucune source de revenu.

Si l'on veut sauver les Yéménites d'une catastrophe dont la communauté internationale portera la responsabilité, des mesures urgentes s'imposent pour sauver l'économie.

Nécessité de financer intégralement une intervention immédiate

La communauté internationale ne peut pas attendre que la famine soit déclarée au Yémen pour agir.

Certes la paix est la seule solution durable, mais les besoins humanitaires continuent d'augmenter sans que les financements suivent. En 2016, seulement 60 % des fonds demandés par l'ONU pour financer l'aide humanitaire au Yémen ont été mobilisés, ce qui représente un déficit de 623 millions de dollars.

En février 2017, l'ONU a lancé le Plan d'intervention humanitaire 2017, assorti d'un appel de fonds de 2,1 milliards de dollars pour le Yémen, soit 30 % de plus qu'en 2016²⁷. Au 15 mars, l'intervention n'était financée qu'à 7 %²⁸.

L'effort d'aide humanitaire actuel aide, mais les besoins sont énormes et nous sommes loin d'y répondre. Cela signifie que le bilan humain continuera de s'alourdir si le déficit de financement persiste.

Les recommandations d'Oxfam :

1. Le secrétariat général des Nations unies doit faire pression sur toutes les parties au conflit pour que le processus de paix reprenne et aboutisse à un accord de paix négocié. La réconciliation entre les communautés devra faire partie intégrante de cet accord qui devra également reposer sur une participation significative des femmes, des jeunes et d'autres groupes marginalisés.
2. Nous appelons les bailleurs de fonds à financer intégralement le Plan d'intervention humanitaire des Nations unies pour le Yémen. Les financements doivent être flexibles, permettre de faire face aux difficultés sur le terrain et s'inscrire dans le long terme.
3. Toutes les voies d'accès terrestres, maritimes et aériennes au Yémen doivent rester ouvertes pour permettre un approvisionnement régulier du pays, qu'il s'agisse de nourriture, de carburant ou de médicaments, et cet approvisionnement doit être suffisant pour permettre une reprise économique et répondre aux besoins de la population. Conformément au droit international humanitaire, les attaques visant des objectifs militaires liés aux voies d'approvisionnement et aux infrastructures, notamment les ports, ne doivent pas excessivement toucher les civils.
4. Toutes les parties doivent respecter leur obligation légale de protéger la population civile et faciliter l'accès humanitaire à toutes les personnes dans le besoin, partout au Yémen. Elles doivent éviter d'attaquer les infrastructures civiles, notamment les établissements hospitaliers et scolaires, les marchés, les installations humanitaires et les infrastructures d'eau. Elles doivent également cesser de bloquer l'accès des organisations humanitaires.
5. La communauté internationale doit fournir une aide d'urgence et soutenir la Banque centrale du Yémen, ainsi que les banques privées et les importateurs yéménites, afin d'endiguer l'effondrement financier. Toutes les parties au conflit doivent, avec la communauté internationale, soutenir le système financier yéménite afin de stabiliser les marchés alimentaires.

NOTES

- ¹ OCHA, *Yemen Humanitarian Bulletin, issue 21* (18 mars 2017) http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20170318_hb_en_final.pdf
- ² Treizième rapport de la « Task Force on Population Movement » (mars 2017) http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/tpm_dashboard_13th_report_v5.pdf
- ³ *IPC Analysis: Republic of Yemen* (mars 2017) http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_Yemen_AcuteFI_Situation_March-July2017_ENversion.pdf
- ⁴ Oxfam, *Yemen's invisible food crisis* (mars 2016) https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/mb-yemen-invisible-food-crisis-one-year-on-240316-en.pdf
- ⁵ Il s'agissait des neuf gouvernorats suivants : Abyan, Al-Bayda, Al-Dhale, Al-Hudaydah, Hajjah, Lahj, Saada, Shabwah et Taiz.
- ⁶ *IPC Analysis: Republic of Yemen* (mars 2016) http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/1_IPC_Yemen_June2016_AcuteFoodInsecurityAnalysis_CommunicationBrief_0.pdf
- ⁷ http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=55388#.WMfBWm_yvIV
- ⁸ FEWS NET, *Key Message Update: Yemen* (novembre 2016) <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Yemen%20-%20Key%20Message%20Update%202016-11-30.pdf>
- ⁹ L'« insécurité alimentaire » désigne la situation dans laquelle se trouvent les personnes n'ayant pas régulièrement accès à une alimentation de qualité et en quantité suffisantes. *2017 Humanitarian Needs Overview: Yemen* (novembre 2016) http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/YEMEN%202017%20HNO_Final.pdf
- ¹⁰ *IPC Analysis: Republic of Yemen* (mars 2017)
- ¹¹ *2015 Humanitarian Needs Overview: Yemen* (décembre 2014) https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/2015_HNO_Yemen_Final_0.pdf
- ¹² Unicef (12 décembre 2016) <https://www.unicef.org.uk/press-releases/malnutrition-children-yemen-time-high-warns-unicef/>
- ¹³ OMS (7 mars 2017) <http://www.emro.who.int/surveillance-forecasting-response/surveillance-news/weekly-update-cholera-cases-in-yemen-7-march-2017.html>
- ¹⁴ MSF (janvier 2017) <http://www.msf.org/en/article/yemen-healthcare-under-siege-taiz>
- ¹⁵ <http://www.reuters.com/article/us-yemen-security-unicef-idUSKBN15F0WC>
- ¹⁶ *2017 Yemen Humanitarian Response Plan* (janvier 2017)
- ¹⁷ *2017 Yemen Humanitarian Response Plan* (janvier 2017)
- ¹⁸ <http://www.reuters.com/article/us-yemen-food-exclusive-idUSKBN1450H6>
- ¹⁹ *IPC Analysis: Republic of Yemen* (mars 2017)
- ²⁰ Ministère yéménite de l'Agriculture et de l'Irrigation (octobre 2016) http://www.agriculture.gov.ye/news_details.php?lng=arabic&sid=14667
- ²¹ FAO, *Yemen Situation Report* (février 2017) http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/FAOYemen_sitrep_February2017.pdf
- ²² FAO, *GIEWS Country Brief: Yemen* (février 2017) <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/YEM10-February-2017.pdf>
- ²³ *2017 Yemen Humanitarian Response Plan* (janvier 2017)
- ²⁴ ESFNA, *2016 Preliminary Results* (janvier 2017) http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/efsna_-_preliminary_results_public_final1.pdf
- ²⁵ Studies and Economic Media Center, *2016 Economic Indicators Report: Yemen* (janvier 2017) <http://www.economicmedia.net/newen/images/english%20report%202016.pdf>
- ²⁶ ESFNA, *2016 Preliminary Results* (janvier 2017)
- ²⁷ *2017 Yemen Humanitarian Response Plan* (janvier 2017)
- ²⁸ Financial Tracking Service (consultation en ligne le 20 mars) <https://fts.unocha.org/countries/248/summary/2017>